



OBSERVATOIRE STRATÉGIQUE ET ÉCONOMIQUE DE L'ESPACE POST-SOVIÉTIQUE

ASIE CENTRALE, ESSAI DE PROSPECTIVE À COURT ET MOYEN TERMES : « LES JEUX SONT FAITS... OU PRESQUE ! »

PAR RENÉ CAGNAT

Ecrivain, Docteur en sciences politiques, Chercheur associé à l'IRIS

Avec la collaboration de **David GAÜZERE**, docteur en géographie sociale et humaine,
et **Sergheï MASSAOULOV**, docteur en philosophie et directeur du centre kyrgyze de recherches prospectives (RISI)

MARS 2016

Selon un point de vue afghan, l'Asie centrale pourrait connaître, dès cette année mais surtout l'an prochain, une évolution décisive de sa situation sécuritaire : la crise que traverse à l'heure actuelle le Tadjikistan attirerait une offensive islamique à partir du nord de l'Afghanistan. En cas de succès - même partiel - des islamistes, les autres pays centre-asiatiques connaîtraient une certaine déstabilisation. La Russie, menacée sur un front supplémentaire, se retrouverait en mauvaise posture. On découvrira ici que l'Afghanistan n'est plus que l'aile droite d'une vaste mêlée, étirée du Maghreb au Pamir, et qui risque de déborder, ces prochaines années, sur l'Asie centrale. On ajoutera à ce panorama l'éventualité d'une catastrophe naturelle qui menace le sud de la cuvette touranienne et dont les effets seraient tels qu'ils bouleverseraient l'ordre politique actuel. On verra pourtant, en conclusion, qu'il n'y a pas lieu d'être trop pessimiste tant d'autres perspectives sont prometteuses pour toute la région.

AFGHANISTAN : UNE SITUATION EN PLEINE ÉVOLUTION

Une fracture interne de l'insurrection talibane pousserait à l'intervention en Asie centrale à partir du Nord-afghan. En effet, on apprend de source afghane que les organisations djihadistes centrasiatiques, jusqu'alors liées aux taliban¹, ont rompu avec eux car les intérêts des uns et des autres ne coïncident plus. Ces mouvements ne disposent que d'une seule alternative : se rapprocher de l'État islamique « Daech » qui s'intéresse comme eux à une déstabilisation de l'Asie centrale. Autrement dit, les guérilleros islamistes pourraient ne plus être empêchés, dès 2016, d'agir au Turkménistan, Tadjikistan et en Ouzbékistan. Ce champ d'action leur aurait été refusé jusqu'ici du fait de « réticences pakistanaises ». Pour les gouvernementaux comme pour les taliban - unis sur ce seul point - favoriser une telle évolution serait l'occasion de débarrasser l'Afghanistan de mercenaires particulièrement nocifs.

Selon Sergheï Massaoulov, spécialiste kyrgyzstanais de l'Asie centrale - à l'origine de certaines précisions qui suivent -, le nombre de guérilleros djihadistes d'origine centre-asiatiques présents dans le Nord-afghan atteindrait 4 000 à 5 000 islamistes aguerris². Cet effectif peut paraître réduit, mais il convient d'y rajouter le « vivier » des Centre-asiatiques engagés en Irak-Syrie que l'on peut évaluer à plus de 3 000 combattants. Tous ces djihadistes qui ont des sympathisants qui les attendent en Asie centrale pourraient y devenir le noyau d'une insurrection islamiste.

¹ Comme le Mouvement Islamique d'Ouzbékistan, le Mouvement de la Victoire du Tadjikistan, Ansarullah...

² Cet effectif centre-asiatique s'ajoute aujourd'hui à celui des bandes de « l'Etat islamique en Afghanistan et au Pakistan » soit, selon le RUSI (Royal United Services Institute), de 7000 à 8500 djihadistes actifs en Afghanistan, plus 2000 à 3000 guerriers basés au Pakistan. Cette Armée du Califat, en constante progression depuis 2014, pourrait ainsi atteindre 15000 hommes opposés aussi bien à 25000 Taliban qu'à 350 000 gouvernementaux (armée plus police).



Le contingent centre-asiatique en Afghanistan du nord se répartit de la façon suivante.

- 1 200 à 1 300 appartiennent au Mouvement Islamique d'Ouzbékistan (MIO) qui comprend un nombre indéterminé de « Caucasiens » (Tchéchènes, Daghestanais...). Le MIO est intervenu dans la conquête-surprise de Koundouz, le 28 septembre 2015, motivant une reconquête organisée par les Américains.

- 800 Turcomans et Turkmènes regroupant des Turkmènes d'Afghanistan mais aussi des Turcomans d'autres origines. Selon Massaoulov, fidèle sur ce point à la vision du renseignement russe, ces « Turcomans Daech » seraient sous contrôle turc.
 - de 600 à 700 Tadjiks du Tadjikistan, mais qui se re-complètent en essayant de recruter des Tadjiks du Nord-afghan et qui disposent d'un vivier considérable en Irak et Syrie³.
 - de 200 à 300 Kazakhs.
 - d'une centaine de Kyrgyzes complétés par 200 Ouzbeks du Sud-kyrgyz.
 - de plusieurs détachements ouïghours (Mouvement de libération du Turkestan) d'effectif inconnu.
- Comme le MIO, la plupart de ces groupes sont renforcés par des éléments extérieurs, en particulier caucasiens.

Le soutien logistique des guerriers de Daech tel que présenté par les Russes est particulièrement révélateur. L'armement et les munitions sont en général fournies par avions cargos depuis Dubaï, Istanbul et Ankara en direction de l'aéroport de Kaboul ! Ces livraisons très particulières sont plus ou moins mêlées à des fournitures plus innocentes ce qui permet aux douaniers kabouliotes, dûment achetés, de sauver la face. Par la suite, le transport jusqu'aux unités engagées s'effectue par voie routière au travers de l'Afghanistan sans le moindre problème. Quand on sait par ailleurs que presque tous les gouverneurs de province ont des armées privées, on devine le délitement de l'autorité du « Maire de Kaboul », Achraf Ghani, qui ne tient plus la capitale que grâce à la présence des Américains dans le camp proche de Bagram.

En dehors des revenus du trafic de drogues (héroïne et haschich pour l'essentiel), le financement de la guérilla islamiste était jusqu'ici assuré par le Qatar et, dans une moindre mesure, par l'Arabie Saoudite. Aujourd'hui, il proviendrait surtout des collectes d'organisations islamiques dans le monde entier, mais d'abord en Europe et en Turquie. Ce financement, plus intermittent qu'auparavant, commence à poser problème aux mercenaires islamistes.

Selon le dernier bulletin du CEREDAF⁴, Daech, en Afghanistan et Pakistan serait soumis à des pressions de certains de ses donateurs « *pour accroître les activités en Asie centrale en utilisant ses contacts avec des groupes djihadistes centre-asiatiques présents dans le nord de l'Afghanistan* ».

³ Les Tadjiks ont, en effet, rejoint en grand nombre Daech : selon le ministre tadjik de l'Intérieur, 692 combattants en Irak et en Syrie sont recherchés ; 154 familles tadjikes sont parties pour les zones de guerre. Le plus médiatique des enrôlements de Daech au Tadjikistan fut notamment celui de Gulmurod Khalimov, ancien responsable des OMON, les troupes d'élites du Ministère de l'Intérieur du pays en mai 2015.

⁴ Note du CEREDAF N°337 du 10/03/16, p.10.

Le déploiement actuel des djihadistes centre-asiatiques s'étale depuis les provinces face au Turkménistan, jusqu'au Badakhchan, face au Pamir tadjik⁵. Entre ces deux môles, différents groupes encerclent plus ou moins Balkh, Talokan et surtout Koundouz repris en octobre 2015 par les gouvernementaux. Mais, selon Massaoulov, certains guerriers islamistes sont sortis, le 15 mars, de leurs quartiers d'hiver. En effet, les détachements *Djoundalla*, qui ont prêté serment à Daech, sont entrés dans les provinces de Balkh et Koundouz atteignant le Pyandj face au Tadjikistan et en mesure de progresser vers la frontière ouzbèke. La menace sur l'Asie centrale se précise déjà !

ÉVOLUTION AU TURKMÉNISTAN ET SURTOUT AU TADJIKISTAN, CIBLES ESSENTIELLES DES DJIHADISTES

Selon des informations convergentes, provenant d'« experts » turkmènes et russes du renseignement, publiées dans différents sites d'information russophones, l'action djihadiste commencerait par une infiltration clandestine de petits éléments ayant pour mission de renforcer des partisans islamistes à l'intérieur du territoire centre-asiatique (cellules dormantes ?) ou d'y attaquer des objectifs précis. Les actions offensives contourneraient les 137 kilomètres de la frontière ouzbéko-afghane particulièrement bien défendus⁶, et s'orienteraient, de part et d'autre de l'Ouzbékistan, tout d'abord en direction (dès 2016 ?) du Turkménistan et ensuite (en 2017 ?) du Tadjikistan. Elles profiteraient, bien entendu, des filières du trafic de drogues qui a partie liée avec les insurgés, qu'ils soient taliban ou relevant de Daech.

Côté turkmène, toujours selon le point de vue russe, l'action serait menée dès 2016, au travers des 744 kilomètres de la frontière, à l'instigation des États-Unis « *qui ne pardonnent pas au président Berdimukhamedov d'avoir refusé, au nom de la neutralité de son pays, la base que les Américains convoitaient à Mary (Merv)* »⁷. L'offensive serait notamment orientée vers Galkynych, énorme gisement gazier situé à 70 kilomètres de la frontière turkméno-afghane, qui sert surtout, pour l'instant, à l'approvisionnement de la Chine. Pékin serait donc autant visé qu'Achkhabad par cette expédition. Cette attaque spectaculaire, menée dans le désert sous forme de raids avec des 4x4 et

⁵ « Le Tadjikistan a exprimé sa préoccupation concernant les insurgés évalués à 5000 et disposés le long de la frontière afghano-tadjike. En plus de Taliban, ils regrouperaient des combattants du MIO et du Jamaat Ansarullah » *Bulletin du CEREDAF n°337 du 10/3/16, p. 12.*

⁶ L'armée ouzbèke a profité de l'exiguïté du secteur frontalier pour créer une défense par barrières de barbelés, champs de mines et ouvrages fortifiés.

⁷ Alors que le Turkménistan est peu accessible aux pressions des États-Unis, les sujets de mécontentement n'ont pas manqué, côté américain, à son propos: livraisons gigantesques de gaz aux Chinois, coopération permanente avec l'Iran et surtout un système dictatorial hermétique pour les ONG américaines.

pick-up, ainsi que l'infiltration qui l'accompagnerait pourraient avoir un certain impact sur la population malgré son faible enthousiasme pour l'islam. Les Turkmènes, en effet, qui perdent petit à petit leurs rares privilèges⁸, sont las de la corruption⁹ et d'un système trop autoritaire.

Côté tadjik, la réussite et la discrétion de l'infiltration seraient favorisées par l'étendue de la frontière (1 206 km), la complexité du relief, le manque de voies de communication, ou encore la présence de soutiens locaux. Mais elle se heurterait à l'obstacle sérieux que représente la 201^e Base russe de fusiliers motorisés¹⁰. Cela pourrait inciter Daech à reporter son offensive à 2017, ce qui lui permettrait d'attendre que la situation mûrisse en Afghanistan et de préparer un grand coup au lendemain des élections américaines.

Répétant l'action menée en 2006¹¹, l'infiltration serait orientée dans un premier temps vers la vallée tadjike de Gharm, Obigharm et Djirgatal (foyers islamistes) puis vers le Ferghana. Mais elle pourrait concerner aussi certains secteurs du Gorno-Badakhchan. Les Russes, qui, à la demande du président Rakhmon, ont laissé le contrôle de la frontière en 2005 aux gardes-frontière tadjiks - tout en conservant à l'arrière-plan quelque 250 conseillers et spécialistes - ont agencé, certes, au nom de l'Organisation du Traité de Sécurité Collective (OTSC)¹², une préparation du terrain. Cependant, l'élongation de la ligne de défense ne permet que l'installation, de ci de là, de postes d'observation et d'éléments d'intervention. En cas d'infiltration de commandos, l'armée tadjike, plutôt médiocre, serait à la manœuvre tout en étant renforcée par la 201^e Base russe. Cette dernière pourrait profiter rapidement d'un appui à partir de la base aérienne de Kant (au Kirgizstan à l'est de Bichkek) et de la base d'Aïni (à l'ouest de Douchanbé) renforcée pour l'occasion. « *La 201^e pâtit - selon Massaoulov - d'une décision erronée du président Rakhmon qui a exigé le regroupement des unités russes au sud de Douchanbé* »¹³. Mais la défense sur le front du Piandj souffrirait surtout de la corruption de l'encadrement civil et militaire tadjik plutôt complaisant à l'égard des trafiquants de drogue afghans et, donc, de leurs acolytes djihadistes.

⁸ Les Turkmènes payent maintenant leur gaz alors qu'il était fourni gratuitement jusqu'ici.

⁹ Selon le classement de Transparency international pour 2015 à propos de la lutte contre la corruption, le Turkménistan serait 154^e/168.

¹⁰ La 201^e Base de fusiliers motorisés constitue à ce jour l'unité terrestre la plus importante déployée hors des frontières de la Russie : son effectif est supérieur à 7 000 hommes.

¹¹ Ayant traversé la vallée tadjike de Garm, quelques dizaines d'islamistes ont pénétré, en mai 2006, jusqu'au Kirgizstan avant d'être éliminés à proximité immédiate de l'enclave ouzbèke de Sokh et de la grande cité de Kokand, capitale du Ferghana ouzbek.

¹² Cette organisation de sécurité collective regroupe autour de la Russie, depuis 1994, l'Arménie, la Biélorussie, le Kazakhstan, le Kirgizstan, le Tadjikistan et, parfois, l'Ouzbékistan. Le Secrétaire général de l'OTSC, le Russe Nikolai Bordyuzha, vient de confirmer qu'en cas de menace des djihadistes contre les Turkmènes ou les Ouzbeks - non membres de l'OTSC - l'Organisation était prête à intervenir en leur faveur sur demande de leur gouvernement.

¹³ Ce regroupement n'est peut-être qu'une précaution du pouvoir à l'encontre d'une menace de coup d'État à Douchanbé, même si un rétablissement de l'ordre par les Russes est loin d'être assuré...

Par rapport aux précédentes infiltrations de guérilleros, arrêtées de justesse - notamment en 2006 - aux portes du Ferghana¹⁴, les djihadistes profiteraient, aujourd'hui, de l'accueil d'un plus grand nombre de sympathisants et de l'atmosphère délétère - et anti-russe - qui commence à régner au Tadjikistan. Ce pays, malgré certains résultats économiques prometteurs en 2015¹⁵, est vraiment mal en point : alors que 41 % du revenu dépendait des envois d'argent du million de *gasterbeiter*¹⁶ partis travailler en Russie, la rentabilité de ces versements est fortement diminuée par la dévaluation *de facto* du rouble. La crise sociale qui en résulte est renforcée par un manque croissant de crédibilité du pouvoir atteint par la corruption¹⁷, compromis par le trafic de drogues¹⁸ et usé par les vingt-trois ans de « règne » du président Rakhmon. Ce dernier vient de déclarer illégal et « terroriste » le PRIT (Parti de la Renaissance Islamique du Tadjikistan), seul parti d'opposition tadjik reconnu par la Constitution. Peu à peu lâché par l'Iran et même la Russie, qui ne lui pardonne pas sa récente visite au souverain saoudien, le chef de l'Etat voit sa position affaiblie. Et cela d'autant plus que la situation nouvelle profite au PRIT : en devenant clandestin, ce parti gagne en prestige et attire des islamistes. Ces derniers bénéficient de l'incroyable progression de la religion musulmane en vingt-cinq ans : en 1990, le Tadjikistan ne comportait que 90 mosquées officielles, il en compte aujourd'hui près de 6 000...

Analysant récemment tous ces éléments, l'International Crisis Group considère que « *le Tadjikistan devrait bénéficier d'une prévention prioritaire de conflit... Les faiblesses de ses frontières accroissent l'éventualité pour le pays de devenir une étape intermédiaire pour des militants islamistes ayant des ambitions ailleurs en Asie centrale* ». Ce à quoi l'International Crisis Group ajoute : « *Si la frontière avec l'Ouzbékistan est relativement bien défendue, en revanche celle avec le Kirgizstan est plus faible...* »¹⁹.

ÉVOLUTION DANS LE RESTE DE L'ASIE CENTRALE : OUBÉKISTAN, KYRGYZTAN, KAZAKHSTAN ET XINJIANG

Les perspectives étant encore assez floues dans ces autres nations centre-asiatiques, la présente

¹⁴ Cf. supra note 11.

¹⁵ Progression de 6 % du PIB et de 11,2 % de l'industrie.

¹⁶ Sur une population de 8 millions d'habitants !

¹⁷ Le Tadjikistan figure à la 136^{ème} place/168 de l'étude sur la corruption mentionnée en note 9.

¹⁸ Ce trafic, déjà à l'origine du 2^e revenu national, s'accroît comme une sorte de compensation à la crise.

¹⁹ « Tajikistan Early Warning: Internal Pressures, External Threats », *Europe and Central Asia Briefing*, n° 78, 11 janvier 2016 (www.crisisgroup.org/).

analyse sera limitée aux principaux risques encourus par chaque pays du fait d'une subversion islamiste.

Toute l'Asie centrale serait sensible à un ébranlement islamiste au Tadjikistan. Seul l'Ouzbékistan pourrait au début y faire exception tant ce pays est tenu en mains, depuis quinze ans, en prévision d'un soulèvement de ce genre. Mais si le djihad devait coïncider avec la mort du président Karimov - âgé de soixante-dix-sept ans et atteint d'un cancer du sang - l'événement pourrait éveiller, dans ce pays de vieil islam sunnite et rigoriste - notamment dans le Ferghana - une « démenche religieuse » de certains Ouzbeks, voire des remous dans les provinces de peuplement tadjik - à Samarkand et Boukhara en particulier - ou dans les régions allogènes : Khorezm et Karakalpakistan. Ruiné lui aussi par la corruption²⁰ et rebuté par une dictature qui tient bon depuis vingt-cinq ans, le peuple ouzbek pourrait sortir de sa soumission traditionnelle, en particulier dans le Ferghana, nœud stratégique de toute l'Asie centrale et, à ce titre, cible essentielle des rebelles.

La situation en deuxième échelon du Kirgizstan face à la menace djihadiste n'est qu'une protection illusoire. En effet, les provinces d'Och et de Batken - c'est-à-dire le Ferghana kirgiz - se trouvent au plus près de la frontière tadjike et sont enclines, par leur islam militant, à une guerre sainte. Mais, dans tout le pays, la majorité kirgize, très nationaliste, éprouve souvent de la défiance face à un phénomène islamique plutôt perçu comme ouzbek²¹. Dans ce cas de figure, le Sud-kirgiz serait vite la proie d'une guerre civile opposant, comme en 1990 et 2010, Kirgizs et Ouzbeks. Le pays serait coupé en deux entre le Nord de civilisation plutôt européenne et le Sud plutôt islamiste, à ceci près que, cette fois-ci, même dans les régions septentrionales, gagnées elles aussi par l'islam extrémiste, pourrait apparaître par endroits, une résistance islamiste – en particulier dans la banlieue de Bichkek et le Tchou. Ainsi serait compromise la seule démocratie centre-asiatique.

A l'arrière-plan de l'Asie centrale, le Kazakhstan est actuellement troublé en profondeur par une crise économique et financière impitoyable. Même le président Nazarbayev, si populaire jusqu'ici, est maintenant l'objet de critiques de plus en plus ouvertes. On lui reproche ses dépenses somptuaires, pour la construction d'Astana par exemple, qui, effectivement, si elles se maintiennent, pourraient ruiner le pays. Pour l'instant, en prenant l'exemple d'Almaty, pôle du mécontentement, les quelques manifestations qui sont apparues ne se sont pas prolongées d'un jour sur l'autre tant, dans la nuit,

²⁰ Il figure à la 153^e place/168 de l'étude sur la corruption mentionnée en note 9.

²¹ La défiance mutuelle entre Ouzbeks et Kirgizes venus du Kirgizstan s'étend même à la Syrie puisque le Front al-Nosra y a créé un « jamaat » réservé aux seuls djihadistes ouzbeks d'Och, (par ailleurs kirgizstanais) le Jaamat Jannat Ochiklari, qui regrouperait entre 180 et 300 combattants, NOTCHÉVKIN Vadim, « Terror V Kirgizstane Prodolzhaetsia... (La terreur continue au Kirgizstan...) », hebdomadaire *Delo*, 20 janvier 2016.

les arrestations des meneurs ont été payantes. Mais cette « prévention » arbitraire n'est-elle pas un terreau favorable à l'islamisme dans un pays lui aussi atteint, sur ses franges méridionales et occidentales, par une forte progression de l'islam²² ? La mort sur ces entrefaites, de M. Nazarbayev, maintenant âgé de soixante-dix-huit ans, serait un facteur d'aggravation considérable, prélude d'une lutte pour le pouvoir où, sur fond religieux, les conflits de classe se juxtaposeraient aux rivalités claniques.

Est-il maintenant utile d'envisager l'avenir de la résistance islamique au Xinjiang²³ puisque la population musulmane de cette région - 12 millions d'Ouïghours et 2 millions d'autres musulmans - est noyée au sein de plus d'un milliard de Hans ? Oui, malgré tout, tant les Ouïghours ont fait en sorte de rendre spectaculaire leur révolte surtout religieuse. Ne sont-ils pas les promoteurs des attaques terroristes à l'arme blanche ? Leur soulèvement, en tout état de cause, est antérieur à celui du Tadjikistan et serait à peine influencé par une insurrection dans ce pays. Notons que les 414 kilomètres de frontière entre le Xinjiang et le Tadjikistan situés au Pamir sont presque inaccessibles. Des liaisons et des trafics (toujours la drogue introduite sciemment en Chine « pour pourrir le peuple han » !) n'en existent pas moins par les sentiers de montagne, voire, corruption aidant, par l'unique passe de Kulma. Mais à quoi bon maintenir ces liens et raviver dans le Turkestan chinois une insurrection islamiste ? Cette dernière, avant d'être écrasée, n'aurait de chance de s'étendre que dans les oasis de Kachgar, Yarkand, Khotan. Comme me l'a déclaré, avec un certain cynisme, un spécialiste connu de la Chine, « *la révolte ouïghoure n'est qu'un petit kyste sur le grand corps chinois : un kyste ? On le tolère ou on s'en débarrasse !* »

MENACE LATENTE

La nature centre-asiatique ajoute, de son côté, une menace fort peu connue qui, telle une épée de Damoclès, est suspendue au-dessus de la région ici étudiée, au moins dans sa partie méridionale : Tadjikistan et Afghanistan surtout, mais aussi Ouzbékistan et Turkménistan. Elle vient du lac Sarez au cœur d'une région inhabitée du Pamir tadjik. Ce superbe lac de montagne situé à 3 255 mètres d'altitude, long de 56 kilomètres et d'une profondeur maximale de 505 mètres, contient 17 km³

²² L'Ouest du Kazakhstan est dominé par la Petite Horde traditionnellement opposée à la Grande Horde de la région d'Almaty à laquelle appartient le président Nazarbayev. Le Sud du pays (Tchymkent), regroupe, quant à lui, une minorité ouzbèke importante. Ces deux régions, qui fournissent le plus gros contingent des 300 djihadistes kazakhs, manifestent à intervalles réguliers, depuis les graves événements de Janaozen en décembre 2011, un mécontentement et une radicalisation s'appuyant sur l'islam fondamentaliste.

²³ Rappelons que le Xinjiang, zone centre-asiatique sous contrôle chinois - qui représente à lui-seul près d'un tiers de l'Asie centrale - fait partie intégrante de cette dernière tant par la géographie que par l'Histoire.

d'une excellente eau. Il est apparu en 1911 suite à un tremblement de terre qui a versé en travers de la vallée du Mourghab des monceaux de rochers formant une digue sur 5 kilomètres de longueur et 650 mètres de hauteur. Depuis, ce barrage retient les eaux du fleuve Mourghab qui a mis quatre années à s'infiltrer sous la digue, rétablissant dès lors l'équilibre entre eau reçue et eau rendue.

Actuellement, toute la contrée et notamment les hauts plateaux du Pamir connaissent un réveil sismique. Un tremblement de terre supérieur à 7 pourrait déverser dans le lac certaines falaises très détritiques qui le dominent. Se formerait alors un *tsunami* qui irait frapper de plein fouet la digue et l'emporterait au moins partiellement. Cela a failli se produire le 7 décembre 2015 lorsqu'un tremblement de terre de magnitude 7,3 est intervenu à partir d'un épicentre situé à 70 kilomètres seulement au nord du lac. Par bonheur, les rives ont tenu mais elles ont été fragilisées par le séisme alors que les sismologues pensent qu'il pourrait se reproduire vers 2020 avec une force pouvant atteindre 8 et même 9.

Que se produirait-il alors ? Une vague frontale de 80 à 90 mètres de haut s'engouffrerait dans les vallées étroites du Bartang, puis du Piandj avant de s'étaler dans la plaine de l'Amou-Daria emportant tout sur son passage. Le cataclysme concernerait, dans l'ordre, le Tadjikistan, l'Afghanistan, l'Ouzbékistan et le Turkménistan. La zone ainsi inondée, qui serait entièrement dévastée, est peuplée de 15 millions d'habitants : plusieurs centaines de milliers de Centre-asiatiques devraient périr. Seul le Bartang et le Piandj-moyen, vallées du Pamir tadjik les plus menacées, disposent « au cas où » d'un système de surveillance et d'alerte, de stocks de nourriture et de matériels mis en place par l'Aga Khan, chef spirituel des Chiites ismaéliens peuplant cette haute région. Mais pour le reste, en aval, rien d'effectif : la guerre et le trafic de drogues sont beaucoup trop présents dans la zone pour qu'on s'y occupe d'autre chose...

Gageons que si cette horreur devait se produire, l'inondation emporterait également, comme fétus de paille, nombre des « républiques » concernées et, peut-être même aussi, l'insurrection terrassée par la « colère d'Allah » : une occasion de mettre à plat les problèmes et de s'entendre sur de nouvelles bases, plus saines...

CONCLUSION : OPTIMISME MALGRÉ TOUT...

Maintenant que les jeux sont faits - ou presque - quel sera, sur cette base, le choix du destin pour l'avenir de l'Asie centrale qui nous préoccupe ? Il se peut très bien qu'il ne soit pas aussi sombre qu'il y paraît ! En effet, la seule grande menace qui plane sur l'ensemble de la région est d'ordre ethnico-religieux et ne pèse, pour l'instant, qu'aux frontières avec l'Afghanistan. Islamiste surtout, elle a encore besoin, avant d'éclater, d'une certaine maturation aussi bien en territoire afghan qu'en pays centre-asiatique. Imprudent et excessif dans ses premiers agissements, « Daech en Afghanistan-Pakistan » se heurte à l'opposition résolue et têtue aussi bien des Afghans que des Etats-Unis : les combats acharnés menés actuellement dans le Nangarhar contre la base arrière de Daech en témoignent. De surcroît, cette puissance tutélaire qu'est devenue la Russie aux limites de son ancien empire, multiplie les précautions et les avertissements : l'intervention djihadiste ne sera donc pas une surprise et recevra l'accueil qu'elle mérite.

Pour le reste, la conjonction actuelle, inusitée dans l'Histoire, entre la Chine et la Russie autour du projet de « Nouvelle route de la Soie »²⁴ offre à la « Grande Asie centrale » (qui inclut le Xinjiang chinois) une occasion unique de développement que pourra soutenir l'Organisation de Coopération de Shanghai (OCS)²⁵. D'ores et déjà, autoroutes, voies ferrées et réseaux énergétiques se développent par le travers du Turkestan vers un objectif qui n'est autre que l'Europe, cap exigü mais néanmoins décisif de l'Asie. Que cette jonction se fasse et l'Asie centrale connaîtra à nouveau cette ère de prospérité dont elle profita, tout au long du premier millénaire, grâce aux chemins de la soie originels. Lorsque cette renaissance portera ses premiers fruits - et cela pourrait ne pas tarder - menaces, misère et discordes devraient s'effacer. ■

²⁴ Cette perspective prometteuse (si, du moins, le prix du pétrole vient à s'élever rendant la voie terrestre de l'Asie à l'Europe -et vice-versa- moins onéreuse que la voie maritime plus gaspilleuse d'énergie), a été traitée par l'auteur dans une note de l'Observatoire stratégique et économique de l'espace post-soviétique (IRIS) en juin 2014, intitulée « L'Asie centrale à la croisée des chemins : condominium russo-chinois ? anarchie ou Califat islamique ? »

²⁵ Cette énorme organisation politico-économique, fondée dans son format actuel en 2001, regroupe la Russie et la Chine, bientôt l'Inde et le Pakistan, plus tous les pays d'Asie centrale (Turkménistan excepté). Elle comporte aussi nombre de pays observateurs dont l'Iran et l'Afghanistan.

ASIE CENTRALE, ESSAI DE PROSPECTIVE À COURT ET MOYEN TERMES : « LES JEUX SONT FAITS... OU PRESQUE ! »

Par René CAGNAT / Chercheur associé à l'IRIS

Avec la collaboration de **David GAÜZERE**, docteur en géographie sociale et humaine, et **Sergheï MASSAOULOV**, docteur en philosophie et directeur du centre kyrgyze de recherches prospectives (RISI)

OBSERVATOIRE STRATÉGIQUE ET ÉCONOMIQUE DE L'ESPACE POST-SOVIÉTIQUE

Observatoire sous la direction de Philippe MIGAULT, Directeur de recherche à l'IRIS.

migault@iris-france.org

© IRIS

TOUS DROITS RÉSERVÉS

INSTITUT DE RELATIONS INTERNATIONALES ET STRATÉGIQUES

2 bis rue Mercœur

75011 PARIS / France

T. + 33 (0) 1 53 27 60 60

contact@iris-france.org

www.iris-france.org